

**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT-ANDRE
SERVICES TECHNIQUES**



**ARRETE DU MAIRE AG/ST/GB– N° 1430/2024
Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement**

Le Maire de la commune Saint-André

- Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant la Réunion en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée,
- Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois N°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,
- Vu les articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6, L 2214-3 du code général des collectivités territoriales,
- Vu les articles L 411-1, R 417-6, R 417-10, R 325-1, et R 325-12 et suivants du code de la route,
- Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
- Vu la demande de l'entreprise **NEWCOM**
- Vu l'analyse des services techniques,

Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules de toutes catégories à l'occasion de tirage de câble fibre optique aigüillage de chambres télécom et pose de boîtes en aérien et souterrain effectués par l'entreprise dénommée **NEWCOM**.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le **Mercredi 27 Novembre 2024**, jusqu'au **Mardi 31 Décembre 2024**, la circulation des véhicules de toutes catégories se fera de façon alternée et le stationnement sera interdit sur :

- Avenue de l'Ile de France
- Chemin Miguel
- Rue du Stade
- Avenue de Bourbon (D46)
- Chemin Lebon
- Chemin Morin (D46)
- Ruelle Adelin
- Ruelle Paille en Queue
- Allée Frédouille
- Lotissement les Bougainvilliers
- Chemin Mille Roches
- Chemin Doriot
- Rue Cholet

ARTICLE 2 : En cas de non respect de l'article 1, le stationnement sera considéré comme gênant et le véhicule pourra faire l'objet d'une mise en fourrière (article R.325-1 et suivants du Code de la Route).

ARTICLE 3 : Une signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise «**NEWCOM**» de jour et de nuit pour permettre la bonne exécution du présent arrêté, laquelle sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-André, Monsieur le Chef de circonscription de la police urbaine de l'est, le Chef de la police municipale de Saint-André, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et, publié au recueil des actes administratifs de la Commune de Saint-André.

Fait à Saint-André le,

Le Maire

Signé électroniquement par : Laurent RAMASSAMY

Date de signature : 29/11/2024

Qualité : Laurent RAMASSAMY